

SPORTISSE AU SOIR D'ALGÉRIE :

communiste, c'est refuser le défaitisme»

mouvement de libération nationale a été partagée par des juifs d'origine berbère ou installés depuis des générations et aussi par des travailleurs européens dont les parents ont immigré en Algérie en raison de la misère sociale que leur faisait subir le système capitaliste. Lucien a été parmi ceux qui ont partagé les aspirations de notre peuple à l'indépendance. En raison des revenus modestes de notre père, Lucien, après avoir obtenu brillamment, avec mention très bien, la deuxième partie du baccalauréat et après des études à l'Ecole normale d'instituteurs de Constantine, n'a pas pu les poursuivre à la Faculté d'Alger.

Instituteur dans son premier poste à Aïn-Beïda, il est l'objet d'une première brimade de l'institution administrative locale à l'issue d'un conflit qui l'oppose au directeur de l'école. Militant en 1925 de la Section française de l'internationale ouvrière (SFIO), il refuse en juin 1926 que ses élèves, la plupart d'origine modeste, souscrivent à une contribution financière volontaire dans le cadre d'une opération lancée par le gouvernement général de l'Algérie colonisée. Qualifié d'«anti-français», il sera muté dans un autre village. Dès lors, il va subir la répression coloniale. Son adhésion au Parti communiste algérien s'est réalisée au lendemain du congrès fédéral de la SFIO à Annaba, en décembre 1926, pour une double raison soulignée dans l'ouvrage *Le camp des oliviers-Djenane El-Zeitoun*, à savoir son adhésion aux idées du socialisme-communisme dont celle du droit du peuple algérien à son indépendance. Tous ceux qui ont connu mon frère Lucien et que j'ai rencontrés au cours de ma vie militante m'ont rappelé ses fortes convictions idéologiques et politiques acquises par ses lectures et l'étude des ouvrages marxistes-léninistes, par l'enrichissement continu de sa culture générale. Ces convictions le poussaient à l'action au côté de ceux qui souffraient de l'exploitation et de l'oppression pour les aider à s'organiser et à lutter pour changer leurs conditions de vie. C'est pourquoi, les brimades de l'administration coloniale l'ont poursuivi dans toutes les localités où elles le mutaient. Cette administration pensait que ses mutations et ses brimades briseraient son ardeur militante et freineraient son activité politique. Ne réussissant pas, elle obtint que ses représentants au Conseil départemental de Constantine le révoquent de sa fonction d'instituteur le 7 décembre 1934 après une demande de l'inspecteur d'académie. Mais cela ne l'a pas découragé. Et après avoir travaillé comme manoeuvre du bâtiment à Oran où il s'était installé en 1934, il devint l'un des responsables de l'Union départementale des syndicats. A cette époque, les syndicats impulsés par les militants communistes d'Algérie s'efforçaient d'organiser les ouvriers agricoles dans les exploitations aux mains de la grosse colonisation terrienne. C'est à la suite d'un meeting au cours duquel mon frère a appelé les travailleurs à l'organisation et à la lutte pour leurs revendications qu'il fut accusé par les gros colons de la région de Aïn-Témouchent de «menées subversives nuisibles à la souveraineté française».

Arrêté et jeté en prison à Oran, il observera une grève de la faim pendant un mois environ. La protestation populaire organisée par les syndicats et les organisations communistes et progressistes en Algérie et en France parviendra à obtenir sa libération. Lors du congrès constitutif du Parti communiste algérien, en octobre 1936, il fut élu au bureau politique. Les élections législatives de 1936 en France et en Algérie furent marquées par la victoire des candidats du Front populaire. Elles ont été suivies par l'avènement d'un gouvernement composé de socialistes et de radicaux-socialistes. Une demande de réintégration dans ses fonctions d'instituteur de Lucien fut présentée à



William Sportisse.

ce gouvernement. Mais, cédant aux pressions de l'administration coloniale au service de la grosse colonisation terrienne, le gouvernement de Blum, qui n'était pas pour la destruction du système colonial, ne l'a pas réintégré dans ses fonctions en Algérie mais en France. Les partisans du système colonial ont pu se débarrasser d'un militant en l'éloignant de sa patrie.

C'est à Lyon, en France, qu'il sera assassiné par la Gestapo française en raison de son activité clandestine contre le fascisme hitlérien, le 24 mars 1944, voilà soixante-dix ans. Son parcours révolutionnaire a été pour beaucoup dans mon engagement qui était en parfait accord avec ses justes convictions idéologiques et politiques.

C'était quoi, le PCA à cette époque ? Etait-il encore dans l'esprit de la thèse de Thorez de 1936 de «l'Algérie nation en formation» ? Y avait-il un débat ?

Le Parti communiste algérien est né en octobre 1936 quand les autochtones du pays ont pu arracher le droit d'adhérer à un parti ou à un syndicat. Auparavant, ils étaient privés de ce droit par les lois coloniales. Ces lois scélérates furent abrogées avec l'arrivée au pouvoir en France du Front populaire. La forte influence des communistes français dans cette alliance et le vaste mouvement gréviste qui se déroula en Algérie auquel les travailleurs autochtones les plus exploités ont participé à la veille de l'avènement du gouvernement du Front populaire contribuèrent à l'abrogation de ces lois qui privaient les Algériens de droits élémentaires.

Déjà, avant la naissance du PCA, il existait des organisations communistes sur tout le territoire. Ces organisations constituaient une région algérienne rattachée au Parti communiste français. Selon les lois coloniales en vigueur, seuls les habitants possédant la nationalité française pouvaient adhérer à un parti. Ce qui explique le rattachement des premières organisations communistes au Parti communiste français. Elles sont nées en Algérie au lendemain de la création du PCF en 1920 à Tours en France et son ralliement à la troisième internationale sur la base de son adhésion aux 21 conditions exigées pour être membre de cette organisation. L'une de ces conditions était la reconnaissance du droit à la libre disposition et à l'indépendance des peuples colonisés par l'impérialisme, le devoir et l'obligation pour les partis communistes du monde d'organiser leurs classes ouvrières en vue de soutenir et conduire leurs luttes vers cet objectif. Dans les pays colonisés, les communistes considéraient que cet objectif était un préalable à celui qui consistait à mettre un terme au système capitaliste basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme. Dans ce système, la production a un caractère

social alors que l'appropriation de ses résultats est privée. Cette abolition du système capitaliste doit se réaliser par une révolution socialiste qui portera au pouvoir la classe ouvrière et ses alliés des autres couches sociales populaires. Arrivés au pouvoir, la classe ouvrière et ses alliés sont obligés d'exercer une dictature contre la bourgeoisie et ses tentatives de rétablir sa propre dictature par une contre-révolution.

La construction de la société socialiste, où les moyens de production seront propriété sociale, sera la solution pour résoudre la contradiction entre le capital et le travail parce qu'elle créera les conditions de la solution progressive de tous les maux dont la société souffre sous le régime capitaliste : guerres, chômage, fermetures d'entreprises, licenciements, etc. Elle améliorera au maximum les conditions économiques, sociales et culturelles et environnementales de la vie du peuple. C'est ce qu'a fait l'Union soviétique pendant une grande partie de son existence avant son effondrement qui est le résultat d'orientations révisionnistes et réformistes adoptées au 20^e Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique.

Le Parti communiste algérien s'est efforcé tout au long de son existence de rester fidèle aux 21 conditions de la troisième internationale et aux principes des fondateurs de la théorie scientifique, Marx et Lénine particulièrement. C'est pourquoi, dès la constitution des premières organisations communistes en Algérie, même si les lois coloniales les en empêchaient, de nombreux Algériens autochtones ont rejoint ses rangs et y ont milité clandestinement. Avec le concours du Parti communiste français, elles ont contribué à la naissance de la première Etoile nord-africaine et, en conséquence, au mouvement de libération nationale moderne.

Je ne peux pas retracer en quelques lignes toute l'histoire du PCA. Mais je souhaite avoir satisfait votre curiosité et celle des lecteurs en répondant à votre question : «C'est quoi le Parti communiste algérien.»

J'en viens maintenant à la thèse présentée par Maurice Thorez, dirigeant du Parti communiste français, «sur la nation algérienne en formation», lors de son voyage en Algérie en 1939. A l'époque, un débat autour de cette question s'est instauré. Il s'est poursuivi au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, pendant et après notre guerre de libération et demeure actuel de nos jours. Maurice Thorez a exprimé sa thèse à la veille de la Seconde Guerre mondiale. A cette époque, des puissances fascistes capitalistes, Allemagne hitlérienne, Italie de Mussolini et Espagne franquiste ne cachaient pas, dans le cadre des contradictions entre brigands impérialistes pour un repartage du monde, leurs visées sur les trois pays d'Afrique du Nord occupés par la France. Gabriel Péri, responsable de la rubrique internationale du journal *L'Humanité*, avait publié, à ce moment-là, un article pertinent intitulé «L'ombre du fascisme plane sur l'Afrique du Nord». De son côté, la grosse colonisation terrienne en Algérie était hostile à toute réforme envisagée par les dirigeants capitalistes français désireux d'avoir à leurs côtés certaines couches petite-bourgeoises de notre pays pour s'opposer aux visées des Etats fascistes. La colonisation terrienne pour sa part était favorable aux régimes fascistes d'Europe pensant pouvoir, avec leur appui, fonder en Algérie un Etat séparatiste de la France semblable à celui de l'Afrique du Sud où tout le pouvoir serait dans ses mains pour écraser encore plus le peuple algérien.

C'est dans ce cadre politique international que Maurice Thorez déclare : «Il y a la nation algérienne qui se constitue historiquement... dans le mélange de vingt races.»

A ce moment-là, en Algérie, les courants politiques qui s'intéressaient au devenir du

peuple algérien étaient les suivants : Le courant favorable à l'assimilation constitué par la Fédération des élus musulmans dirigée essentiellement par des intellectuels issus de la petite ou moyenne bourgeoisie citadine qui avaient perdu confiance dans les possibilités du renouveau moderne du mouvement national après les défaites des révoltes passées contre l'occupation colonialiste, après 1832.

Ce courant mené par Bendjelloul et Ferhat Abbas était opposé à la grosse colonisation terrienne mais niait l'existence de la nation algérienne. Cependant, Ferhat Abbas a déclaré aussi : «Rattachement à la France ne signifie pas assimilation.» Il y avait aussi des oscillations dans le courant reconnaissant pourtant la personnalité algérienne, à savoir le PCA et les oulémas, lors du Congrès musulman de 1936 quand ils ont accepté dans son programme l'inclusion de revendications immédiates de nature assimilationniste.

L'étroitesse nationale se retrouvait dans la nation prônée par les oulémas où le facteur religieux était inclus. Quant au PPA, qui a joué un rôle dynamique dans l'éveil des masses, sa conception de la nation était empreinte d'étroitesse nationale en excluant la possibilité de l'inclusion dans la nation algérienne d'éléments appartenant à la minorité européenne anticolonialiste et qui opéraient en sa faveur.

Cette période était faite de tâtonnements. Aussi faut-il situer la thèse de Maurice Thorez sur la nation algérienne dans son contexte de l'époque. Dans son *Essai sur la nation algérienne* publié en 1958, le PCA rappelait la définition de la nation présentée par Staline : «La nation est une communauté stable, historiquement constituée de langue, de territoire, de vie économique, de formation psychique, se traduisant par une communauté de culture.» Dans son essai, le PCA reconnaît son interprétation dogmatique de la thèse de Maurice Thorez en laissant croire qu'elle serait formée quand le «mélange des 20 races» serait réalisé. Mais la nation algérienne, soulignait cet essai, contenait deux aspects : «Un principal, reconnaissant la formation de la nation, et un autre, secondaire, celui de la possibilité d'intégration d'éléments d'origine européenne... Or, le processus de prise de conscience de la nation algérienne, déjà développé chez les musulmans, ne pouvait pas avoir le même contenu pour l'immense majorité des Européens, et ce, malgré les efforts courageux du Parti communiste algérien qui a réussi à former des patriotes algériens d'origine européenne et israélite. La fusion ou le mélange des deux principaux éléments ethniques actuels est impossible dans le cadre colonial. Raisonner autrement, c'est faire preuve d'idéalisme, c'est penser que la mentalité des Européens pourra se modifier sans que soit brisé le régime économique de type colonial qui engendre (sans que cela soit schématisé) cette mentalité.» Mais il faut ajouter que toute nation est composée de classes sociales, et pour ma part, en tant que marxiste, j'accorde aussi une importance à la lutte de classes qui est le moteur de l'histoire. Quand une nation s'est débarrassée du colonialisme oppresseur, peut-on raisonner sans regarder cette notion, sans ses rapports avec la lutte des classes ? Je ne le pense pas. C'est un autre débat qui mérite réflexion et de plus longs développements.

Après la Seconde Guerre mondiale, vous vous opposez, dans le même combat aux «fascisme, capitalisme, colonialisme». Comment décryptez-vous ces systèmes d'oppression ?

Le fascisme et le colonialisme sont des produits du système capitaliste.

(Suite en page 8)